

Zeitschrift: Revue économique et sociale : bulletin de la Société d'Etudes Economiques et Sociales

Herausgeber: Société d'Etudes Economiques et Sociales

Band: 7 (1949)

Heft: 1

Artikel: Problèmes de structure de l'économie européenne

Autor: Halpérin, Jean

DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-133064>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 17.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Problèmes de structure de l'économie européenne

par JEAN HALPÉRIN,
privat-docent à l'Université de Zurich.

Après plus de trois longues années d'« après-guerre », il est permis de mesurer l'ampleur du *cas* économique que présente l'Europe d'aujourd'hui. Abstraction faite des éléments proprement politiques, il est certain que matériellement parlant — qu'on le veuille ou non — jamais la solidarité européenne n'a été aussi grande qu'à l'heure actuelle. Il devient de plus en plus clair que les efforts particuliers et purement nationaux des différents pays qui tentent d'opérer leur relèvement sont voués à l'échec le plus total si ces efforts restent confinés dans les limites de frontières territoriales économiquement factices. Tout se tient. Le conflit mondial a achevé de faire éclater le semblant d'autonomie économique, sinon politique, des divers Etats ; la prospérité n'est pas concevable dans l'isolement, pour le moins à longue échéance.

La seconde guerre mondiale a évidemment provoqué l'enrichissement et le développement d'une vaste partie du globe en même temps qu'elle a amené la ruine de l'Europe et qu'elle a exigé, de ce continent notamment, un effort humain et industriel immense. Les moyens matériels sont aujourd'hui à tous les égards plus puissants qu'ils n'ont jamais été ; depuis plusieurs dizaines d'années, nous assistons à une véritable *révolution de la distance*, dont la portée ne saurait être négligée. Certes, l'on ne reprendrait pas, par exemple, au milieu du XX^e siècle, comme critère d'organisation administrative, celui qui avait servi à établir la structure départementale de la France révolutionnaire. Il est à peine excessif d'avancer qu'à travers le progrès technique *lato sensu*, c'est la transformation des moyens de transport, et donc de communication entre les hommes, qui marque l'avènement d'un monde nouveau. Cette affirmation reste sans doute valable, même

s'il faut admettre au besoin que l'histoire est au total une succession irrégulière mais perpétuelle de « mondes nouveaux ». Encore faut-il ajouter qu'ils peuvent être parfois catalogués, à l'échelle historique, sous un certain nombre de dénominateurs communs. Cette formule aboutirait selon toute vraisemblance à une évolution de forme sinusoïdale. Et nous nous trouverions aujourd'hui à l'âge du néo-mercantilisme.

En effet, si l'on admet l'existence d'un certain nombre de problèmes de structure communs à l'économie européenne, l'on est amené à les analyser sous les trois ou quatre rubriques principales suivantes : la production, les échanges commerciaux, la balance des paiements et la recherche de la sécurité économique et sociale. Or, à y regarder de près, le problème cardinal de la balance des paiements à lui seul ne traduit guère d'autres préoccupations que les systèmes mercantilistes proprement dits. Ce rapprochement est plus manifeste encore si l'on tient compte du double aspect du facteur politique et de l'intervention de l'Etat. Pour reprendre la formule d'Albert Demangeon dont il s'était servi après la première guerre mondiale et que nous avions citée déjà ici même¹, « toute l'économie européenne tressaille à chaque instant de réflexes politiques ». A vrai dire, ce « tressaillement » semble être devenu presque chronique. Et les problèmes de production, d'approvisionnements, de paiements, etc. s'expliquent, comme au temps de Pierre le Grand ou de Richelieu, en termes de puissance politique. Mais, comme alors aussi, les faits économiques ont une singulière importance et font directement partie de l'arsenal politique et stratégique. Par ailleurs, il n'est plus guère de pays où la politique économique ne soit préparée ou guidée par un plan sous une forme ou sous une autre. Il est incontestable que la formule naguère isolée des plans soviétiques a été aujourd'hui, à des degrés très divers, adoptée quasi universellement devant l'ampleur des tâches à accomplir. L'idée de plan, qui implique une conception rationnelle de l'évolution économique, répond également au système du mercantilisme : politique de volonté à des fins concrètes et soumission de l'ordre existant au but économico-politique visé.

* * *

¹ *Revue économique et sociale*, juillet 1947 : « L'union européenne, problème économique ».

Il n'est pas inutile de garder ces considérations présentes à l'esprit pour saisir les tendances de l'économie européenne contemporaine. Les contingences nées de la guerre ont fait porter d'abord l'effort principal sur le relèvement de la production, et pendant les dix-huit mois qui ont suivi la cessation des hostilités, les pays de l'Europe ont effectivement opéré un redressement remarquable de leur industrie. Il est vrai que le niveau de la production était descendu extrêmement bas à la fin de la guerre, rendant ainsi plus spectaculaire le relèvement qui a été obtenu par la suite. Toutefois, la courbe de la production industrielle a marqué un ralentissement après la fin de 1946 ; cela s'explique par l'épuisement des ressources en matières premières et en moyens financiers, ainsi que par l'usure de plus en plus sensible du matériel et de la main-d'œuvre ; à cela se sont ajoutées des conditions atmosphériques particulièrement défavorables : l'on ne saurait sous-estimer, pour l'histoire économique des dernières années, les effets de la rigueur de l'hiver 1946-47 et de la sécheresse dont ont souffert les récoltes de 1947 ; la pénurie de combustible et la crise des transports au cours de l'hiver en question ont, de toute évidence, gravement contrarié la reconstruction de l'Europe. 1947 a été, comme on l'a dit avec raison, une année de crise internationale et de crise des échanges internationaux¹. Devant la discordance de l'offre et de la demande internationales des marchandises, des capitaux et des services, les progrès rapides de la production industrielle, qui avaient été obtenus au cours de l'année 1946, n'ont pu se maintenir à partir de 1947. A l'heure actuelle, la situation des stocks semble s'être progressivement améliorée, mais il n'en reste pas moins que dans tous les pays, le rythme de la production se ralentit à mesure que celle-ci atteint des niveaux plus élevés par rapport à ceux d'avant 1939. Nous sommes à un *palier* de l'évolution économique d'« après-guerre ».

La complexité de la conjoncture présente confère une importance particulière aux récentes publications qui émanent soit de la Commission économique pour l'Europe de l'Organisation des Nations Unies, qui siège à Genève², soit du Comité de coopération

¹ Edouard SILZ : « La Hollande et la crise de relèvement européen », dans *Politique étrangère*, Paris, 1948, pp. 351 et suivantes.

² Sur la Commission économique pour l'Europe, voir Jean HALPÉRIN, « Reconstruction européenne », dans *Politique étrangère*, Paris, novembre 1947, pp. 485-496.

économique européenne, devenu il y a quelques mois Organisation européenne de coopération économique, qui siège à Paris et qui groupe, comme l'on sait, les pays participant à ce que l'on appelle le Plan Marshall. A côté de la documentation courante, les publications mentionnées contiennent à certains égards le diagnostic, voire l'indication de la thérapeutique à appliquer en ce qui concerne l'économie européenne. D'où l'intérêt qui s'attache à leurs conclusions.

Si c'est évidemment sous le signe de la « reconstruction » que l'effort de production a d'abord été organisé, le terme même ne doit pas provoquer de confusion : au delà de la reconstruction proprement dite, c'est d'une véritable mise en valeur économique qu'il s'agit, à la mesure des problèmes qui se posent pour l'Europe entière. Une poussée rapide ne saurait suffire dans ce domaine, car les besoins sont exceptionnels, et l'on sait qu'il ne s'agit en aucun cas de se contenter d'un retour aux chiffres de production de 1938 (année déjà insuffisante, encore qu'on la considère souvent comme la dernière année dite normale d'avant-guerre), mais bien de dépasser les résultats de l'année la plus favorable de l'entre-deux-guerres, qui a été, dans de nombreux pays, 1929. On comprend ainsi la priorité généralement accordée aux industries-clés. La préférence accordée aux biens d'équipement par rapport aux biens de consommation a été le facteur dominant dans la plupart des plans européens.

Il est intéressant de noter par ailleurs, comme le fait la récente *Etude sur la situation et les perspectives économiques de l'Europe*, publiée à Genève par la Commission économique pour l'Europe, que le redressement de la production a été *apparemment* beaucoup plus rapide au lendemain de la seconde guerre mondiale qu'au lendemain de la première, bien que les destructions et les conséquences économiques aient été, cette fois-ci, incomparablement plus considérables. Sans doute, la situation économique de 1913 était elle-même une situation de prospérité alors que celle de 1938 accusait déjà, ou encore, un état de crise. Il n'empêche qu'il avait fallu plus de six ans aux industries manufacturières des pays européens (autres que l'Allemagne) pour retrouver le niveau d'avant-guerre après 1918, alors qu'il n'a fallu, pour atteindre un résultat analogue, qu'un an et demi après 1945. D'ailleurs, même si l'on prend pour base de comparaison l'année 1937, sensiblement meilleure que la suivante, la production industrielle globale pour

l'Europe a été plus élevée en 1946-47 par rapport à 1937 qu'en 1920 par rapport à 1913.

Si l'on poursuit la comparaison de la situation actuelle avec celle qui a suivi la première guerre mondiale, il ne faut pas perdre de vue qu'après 1920, la production industrielle de l'Europe s'est trouvée réduite par suite de la dépression économique mondiale qui avait sévi alors, et non pas en raison d'une diminution de la capacité de production, « si bien que l'année 1920 représente une année de pointe dont la production n'a pas été surpassée de façon sensible jusqu'aux années 1923 et 1924 »¹. Le trait saillant de la période qui a suivi la seconde guerre mondiale est l'effondrement de l'industrie allemande ; ainsi, par exemple, la production d'acier de l'Allemagne (qui était avant la guerre le plus gros producteur en Europe) est tombée en 1946-47 à 16 % du chiffre d'avant-guerre, tandis qu'en 1920 ce pourcentage s'était, malgré tout, maintenu à 59 %.

Il sera question plus loin de la situation de la balance des paiements de l'Europe. De ce point de vue également, une comparaison avec le lendemain de la première guerre mondiale ne manque pas d'intérêt. L'Europe est sortie de la première guerre avec des investissements de capitaux à l'étranger qui avaient subi une réduction certaine, mais dont la plus grande partie avait pu être maintenue intacte dans des pays qui avaient relativement peu souffert de la guerre. De même, la situation de la flotte marchande avait subi des préjudices sérieux, mais elle demeurait une source de revenus importants. C'est ainsi que les revenus « invisibles » ont pu fournir à l'Europe quatre milliards de dollars environ en 1919 et en 1920, ce qui permettait de couvrir une partie importante du déficit de la balance commerciale. Aujourd'hui, les revenus provenant des investissements de capitaux ne représentent plus que la moitié de ceux de l'autre après-guerre ; pour payer le fret, un appel considérable a dû être fait aux réserves de dollars et, de plus, les pays européens ont dû faire face à des charges sensibles dans d'autres parties du monde ; par conséquent, au lieu d'aider à financer le déficit commercial, les éléments invisibles ont encore aggravé la situation financière. Cette

¹ « Etude sur la situation et les perspectives économiques de l'Europe », Genève, 1948, p. 15.

évolution est particulièrement nette en ce qui concerne le Royaume-Uni qui, avant la guerre, était en Europe le pays qui tirait le profit le plus grand des revenus invisibles et qui, maintenant, les a totalement perdus¹.

* * *

Pour ce qui est du commerce, la contraction des exportations des pays européens entre eux et à destination d'outre-mer, qui s'est étendue pratiquement à tous les produits, s'accompagne d'un développement des importations, d'où déséquilibre. A cet égard, le développement des échanges commerciaux du Royaume-Uni présente un contraste très net avec la tendance générale qui existe dans les autres pays ; en effet, les exportations anglaises ont été plus considérables et les importations sensiblement plus réduites qu'avant la guerre. Cette situation accuse également un contraste par rapport à la physionomie du commerce d'avant-guerre du Royaume-Uni, qui était caractérisé par un gros excédent d'importations britanniques en provenance d'autres pays européens, alors que présentement, vis-à-vis du reste de l'Europe, les échanges du Royaume-Uni comportent un excédent net des exportations sur les importations.

Ce progrès des importations européennes est dû non seulement aux conséquences matérielles de la guerre, mais aussi à une autre forme de ces conséquences : à savoir, l'inflation généralisée qui, du fait de la surévaluation des monnaies nationales et du dérèglement du mécanisme des échanges financiers, a également contribué à entraver les exportations et à stimuler les importations. A cela s'ajoute que, pour la plupart des pays d'Europe, les prix des marchandises à l'exportation ont eu tendance à dépasser les prix du marché mondial pour les marchandises importées. Il en résulte que le taux d'échange (« terms of trade ») est devenu favorable pour ces pays en ce qui concerne ces dernières catégories de marchandises, mais il contrarie les exportations pour lesquelles les prix sont trop élevés. Il importe de noter que là encore, le Royaume-Uni accuse une tendance contraire pour ce qui est du rapport entre les prix à l'exportation et à l'importation.

¹ Cela ressort notamment des livres blancs du gouvernement britannique et du 18^{me} rapport annuel de la Banque des règlements internationaux, Bâle, juin 1948.

Si l'on analyse par produits l'évolution des échanges commerciaux, on constate que la diminution des échanges à l'intérieur de l'Europe a porté surtout sur les denrées alimentaires et les matières premières, ainsi que sur les produits manufacturés, dont l'importance était naguère capitale dans le commerce intérieur de l'Europe et dans les exportations européennes outre-mer. Cette constatation pose tout le problème de la reprise des échanges à l'intérieur de l'Europe. L'on a parfois tendance à oublier, trop souvent, que pour un certain nombre de produits d'une très grande importance comme le blé, la viande, le bois, originaires de Russie ou de Finlande, le charbon polonais, le pétrole roumain et les manufacturés de Tchécoslovaquie, les principaux pays de l'Europe occidentale s'approvisionnaient dans l'est de l'Europe. Cela est vrai aussi de la Suisse qui obtenait avant la guerre 10 % du total de ses importations de l'Europe orientale. Dans l'autre sens, les deux tiers des importations des sept principaux pays de l'Europe orientale provenaient de l'Europe occidentale et de l'Allemagne ; cette proportion variait avec les pays : plus réduites pour la Tchécoslovaquie ou la Pologne (52 à 57 %), les importations de l'Europe occidentale atteignaient presque 75 % pour la Bulgarie, la Roumanie et la Finlande. L'Union soviétique et les Etats baltes recevaient 38,2 % de leurs importations des pays qui font aujourd'hui partie de l'Organisation européenne de coopération économique (l'Allemagne y compris), et envoyait à destination de ces pays 70 % de leurs exportations¹. La contraction des échanges commerciaux entre l'est et l'ouest de l'Europe ne s'explique pas seulement par des considérations politiques, mais aussi, et très nettement, par des facteurs économiques très concrets : au lendemain de la guerre, les dévastations, la désorganisation des relations économiques, la pénurie généralisée des deux côtés, le phénomène néfaste des devises inconvertibles, la crise des transports, l'ampleur de la demande intérieure dans tous les pays — autant de causes dont chacune pouvait légitimement freiner ou paralyser des échanges commerciaux d'envergure. Aujourd'hui, l'est comme l'ouest de l'Europe ont besoin

¹ William DIEBOLD : « East-West Trade and the Marshall Plan », dans *Foreign Affairs*, juillet 1948, pp. 709-722.

de produits d'échange et cela s'applique sans doute également à l'Union soviétique. Les pays de l'Europe orientale dont les plans d'industrialisation et de reconstruction sont connus, ont besoin des biens de production que peuvent leur fournir les industries lourdes de l'Europe occidentale ; de même, le rapport de ceux qui étaient alors les seize et qui sont aujourd'hui dix-neuf, se fondait, l'été dernier, dans ses estimations des objectifs qu'il serait possible d'atteindre en 1951, sur un accroissement sensible des approvisionnements en provenance de l'Europe orientale, particulièrement en ce qui concerne le bois, le charbon et les denrées alimentaires. On l'a dit : « Nous avons fait des hypothèses optimistes sur la reprise des échanges avec l'Europe centrale. Nous avons supposé qu'au cours des trois ou quatre prochaines années, l'Europe occidentale retrouverait en Europe orientale la totalité des céréales et 75 % du bois qu'elle y trouvait avant la guerre. C'est que le développement des échanges entre l'ouest et l'est du continent est pour les deux parties, et en particulier pour l'ouest, une nécessité vitale.¹ » Si le rapport des pays participant au Plan Marshall n'avait pas compté sur ces ressources orientales, le bilan des besoins aurait peut-être été si considérable qu'il aurait à l'avance découragé l'appui américain. Un nouveau rapport de la Commission économique pour l'Europe a fait récemment remarquer que l'intérêt de l'Europe occidentale à des échanges commerciaux entre l'est et l'ouest réside dans le fait que la structure économique de l'Europe entière fait de l'Europe orientale à la fois un débouché pour les produits manufacturés et une source d'approvisionnement pour les denrées alimentaires et les matières premières essentielles.

Cela pose tout le problème de l'industrialisation. L'histoire économique nous apprend que le développement de l'industrie ne provoque pas une contraction des importations de produits manufacturés, mais au contraire, une forte expansion des industries lourdes qui produisent le fer ou l'acier, l'outillage et les machines. En outre, il n'y a aucune incompatibilité entre ce

¹ Robert MARJOLIN : « Le programme de relèvement européen et l'aide américaine », p. 38. Cette étude fait partie d'un ouvrage collectif récemment publié à Paris par le Centre d'études de politique étrangère, à la Librairie Marcel Rivière & Cie, sous le titre *Le Continent américain et le Déséquilibre mondial*. La même idée y est reprise dans d'autres chapitres, notamment ceux de Bidwell et Diebold, de Ch. Bettelheim et de Miroslav A. Kriz.

développement industriel et le maintien des exportations de denrées alimentaires et de matières premières que les pays de l'Europe orientale sont le mieux placés pour fournir à l'Europe occidentale. Le rapport déjà cité rappelle qu'aux Etats-Unis, par exemple, le pétrole, le coton et le tabac restent encore les principaux articles d'exportation, tandis que le charbon a été l'un des principaux produits d'exportation du Royaume-Uni jusqu'à la seconde guerre mondiale.

Ce dernier exemple nous amène à noter que dans ce domaine également, il s'est produit dans la structure économique de l'Europe et peut-être du monde, une autre transformation majeure, dans la mesure où l'Angleterre a perdu son hégémonie charbonnière. Stanley Jevons déjà, dans un livre presque prophétique paru en 1843, avait soutenu que l'Angleterre devait son importance à son monopole minier ; mais c'est là un capital qui s'épuise et si le charbon vient à manquer, c'est l'extraction plus pénible (c'est-à-dire la fuite du mineur de la mine), la fabrication industrielle plus coûteuse et l'exportation plus difficile. André Siegfried notait, lui aussi, à ce sujet, il y a plus de quinze ans¹ : « D'un point de vue relatif, il en sera de même s'il y a simplement perte du monopole houillier : à la faveur du charbon extrait ailleurs, on peut voir se constituer sur d'autres points de la planète de nouveaux systèmes manufacturiers susceptibles de déplacer vers de nouveaux rivages le centre de gravité industriel du monde. » Or, indépendamment du fait que l'âge de la machine à vapeur est révolu et que le charbon n'est plus la seule source d'énergie, il n'est pas indifférent que la production de charbon en Pologne atteigne actuellement 80 millions de tonnes, contre 60 millions en 1938, alors que les gisements anglais s'épuisent.

D'un autre point de vue, ces résultats sont extrêmement importants pour l'Europe, puisqu'ils permettent d'affirmer que dans une large mesure, ce continent a surmonté maintenant ce que M. Sauvy appelait de façon imagée « la maladie européenne du charbon » — à condition toutefois d'obtenir une utilisation complète et efficace des ressources existantes. Cette « guérison » particulière a une portée d'autant plus grande qu'à la fin de la

¹ *La Crise britannique au XX^e Siècle*, Paris, 1931, p. 14.

guerre, l'Europe a dû importer des quantités considérables et coûteuses de charbon des Etats-Unis.

* * *

Il y a donc là un aspect positif du problème central de la balance des paiements. Comme le note l'Etude sur la situation et les perspectives économiques de l'Europe, « l'énorme déficit qu'accuse la balance des paiements de l'Europe vis-à-vis des pays d'outre-mer constitue indiscutablement l'aspect le plus grave de sa situation économique actuelle »¹. Le déficit de l'ensemble des pays d'Europe dans leurs transactions commerciales et autres transactions courantes avec le reste du monde s'est élevé à 5800 millions de dollars en 1946 et 7500 millions de dollars en 1947. Aux prix de 1938, l'excédent des importations de l'Europe sur ses exportations est passé de 2100 millions de dollars, en 1938, à 3300 millions de dollars en 1947 ; la hausse des prix pratiqués sur les marchés mondiaux a encore aggravé ce déficit de la balance des paiements qui, estime-t-on, a dépassé de 3600 millions de dollars ce qu'il eût été si les prix en dollars étaient restés au même niveau qu'en 1938. Alors qu'avant la guerre, l'Europe importait environ un tiers de plus qu'elle n'exportait, elle arrivait à couvrir cette différence (2 milliards de dollars environ) par les revenus invisibles. Comme il n'y a plus, aujourd'hui, de recettes de cette nature, si l'on veut que l'Europe puisse retrouver l'équilibre de ses comptes, il lui faut accroître ses exportations ou diminuer ses importations vis-à-vis du monde extérieur. L'on a calculé que, par rapport au niveau de 1938, cela impliquerait une augmentation de plus de 55 % du volume des exportations ou une diminution de 36 % des importations ; par rapport aux chiffres de 1947, le volume des exportations devrait être accru de 114 % ou celui des importations réduit de 53 %². L'un ou l'autre n'est guère possible, d'autant plus qu'une diminution des importations ne manquerait pas d'entraîner une nouvelle baisse du niveau de vie qui est déjà bien assez insuffisant. Le problème consiste donc à adapter les deux méthodes, en développant la

¹ *Op. cit.*, pp. 55 ss.
² *Ibidem*, p. 68.

capacité d'exportation de l'Europe et en cherchant à remplacer les importations d'outre-mer grâce à l'extension de certaines industries, lourdes notamment.

Il n'est pas sans intérêt de noter, par parenthèse, que l'excédent des exportations des Etats-Unis à destination de l'Europe, depuis la seconde guerre mondiale, a été beaucoup plus faible par rapport à la production totale des Etats-Unis qu'après la première guerre : à ce moment, cet excédent représentait 4,4 % de la production totale des Etats-Unis, alors qu'il n'a été cette fois-ci que de 2 %. Cela s'explique de toute évidence par l'augmentation énorme de la production américaine. Par ailleurs, l'Europe n'est pas seule tributaire des exportations américaines, et, en 1947, l'excédent des exportations des Etats-Unis vers l'Europe ne dépassait que de peu la moitié de l'excédent total des exportations de ce pays. C'est ainsi, par exemple, que les pays d'Extrême-Orient tendent à développer de plus en plus leurs relations commerciales avec les Etats-Unis en vue du financement de leurs besoins de reconstruction ou de mise en valeur.

Les thèmes fondamentaux de l'action économique sont les mêmes pour tous les pays d'Europe : il s'agit de produire au maximum et au mieux, de stabiliser la monnaie et de moderniser l'économie. Il est encore des esprits, en Angleterre comme sur le continent, qui attendent de la seule remise en ordre monétaire la solution de tous les maux et qui renoncent presque à tout effort concerté dans d'autres secteurs de l'économie, jugeant qu'il n'est point de salut hors du retour à la stabilité sincère de la monnaie. C'est vrai sans aucun doute dans une large mesure, mais l'on oublie, en revanche, que dans la vie économique, toute cause est en même temps effet. Si l'inflation est, bien entendu, avec les parités monétaires artificielles et l'inconvertibilité, l'un des facteurs majeurs des terribles difficultés actuelles, celles-ci sont aussi imputables à une répartition mauvaise des ressources et à une déformation fâcheuse des échanges¹.

La situation de la balance des paiements oblige donc l'Europe à augmenter sa production industrielle et à développer les importations en provenance des régions extérieures à la zone dollar,

¹ Il sera utile, sur ce point, de se reporter à la contribution de M. Jean WEILLER, « Deux facteurs de la politique économique des Etats-Unis : Structures nationales et reconstruction internationale », dans *Le Continent américain et le Déséquilibre mondial*, op. cit. pp. 53-100.

ce qui implique au premier chef une intensification des échanges intereuropéens et une mobilisation accrue des excédents exportables des pays européens en produits manufacturés. C'est à cet égard que les possibilités offertes par le programme de relèvement européen adopté par le Congrès des États-Unis présentent pour l'avenir de l'Europe une importance vitale — cela, alors même que cette aide n'est que provisoire et ne saurait à elle seule opérer les transformations de structure que l'économie européenne exige. Les formules déjà lancées ne manquent pas : l'aide américaine, c'est « l'étincelle qui permet d'allumer le moteur », ou une injection de morphine (pour les pessimistes), voire de pénicilline (pour les optimistes) ; de toute manière, on attend de l'organisme traité qu'il fasse lui-même le principal effort, seul valable à longue échéance¹.

* * *

Il n'est pas possible de concevoir dans l'isolement les différents secteurs économiques les uns par rapport aux autres. Ainsi, les objectifs de production des pays européens ne peuvent être atteints sans une expansion considérable du commerce, et l'amélioration de l'agriculture dans les pays insuffisamment développés ne peut se faire que dans le cadre d'un processus général qui entraînera une forte augmentation de la consommation d'énergie, la création d'industries de transformation, le développement des transports et des services. Non seulement l'alimentation plus abondante est essentielle pour l'amélioration de la productivité dans de nombreux pays, mais aussi, en sens inverse, la production industrielle est indispensable au relèvement de l'agriculture qui a particulièrement besoin d'engrais, d'outillage ou de produits chimiques. Les plans des pays d'Europe orientale, notamment, prévoient l'introduction de pratiques agricoles plus modernes et plus scientifiques. Dans la mesure où les denrées alimentaires occupent une grande place dans les importations européennes, le développement cohérent de l'agriculture sur la base de l'utilisation la plus grande des ressources existantes permettrait

¹ Cette idée n'a pas été perdue de vue lors des interventions d'André Philip et de Pierre Cot à l'Assemblée nationale française, au cours du débat sur l'aide américaine ; la lecture du *Journal officiel* des 5 et 6 juillet 1948 est instructive.

d'atténuer la dépendance excessive de l'Europe à l'égard des approvisionnements d'outre-mer. Les régions industrialisées de l'Europe ne pourront réaliser leurs plans — qui visent essentiellement à équilibrer la balance des paiements — que si les régions moins développées atteignent les buts fixés, et réciproquement.

Le problème n'est donc plus d'ordre national. Du point de vue des échanges commerciaux, la formule économiquement absurde des accords strictement bilatéraux de commerce ou de paiements doit faire place à un système aussi multilatéral que possible, seule possibilité d'empêcher une sclérose généralisée de la vie économique. Nous avons appris à savoir qu'aucun pays européen ne peut viser à l'autarcie. L'aspect mercantiliste de la situation actuelle — qui vient de se manifester une nouvelle fois avec une redoutable netteté dans les programmes soumis par certains Etats à l'Organisation européenne de coopération économique — doit disparaître. La formule de Colbert : « Nul ne gagne qu'un autre ne perde », n'est pas valable. Si l'Europe veut cesser d'être à peine une simple expression géographique, il faut que chacun de ses membres comprenne la portée commune des problèmes de structure qui se posent pour le continent entier. Dans l'ordre économique, aussi, il est juste de reprendre la pensée de La Rochefoucauld : « C'est une grande folie de vouloir être sage tout seul. »

JEAN HALPÉRIN.